6354

Case FRC 11074

## PRÉCIS

DU DISCOURS prononcé, au nom de la Noblesse, par M. le Comte de Castellane, devant les trois Etats réunis, pour la séance de clôture du Bailliage de Châteauneus.

MESSIEURS,

of they shall a .

C'est avec la plus prosonde douleur, que la Noblesse a vu, dans la Protestation qui lui a été remise au nom de MM. du Tiers, qu'on avoit calomnié ses intentions les plus pures. Non, MM. elle n'est pas capable de se repentir des résolutions qui lui sont dictées par son amour du bien public; jamais elle n'a pretendu rien changer aux dispositions de l'Arrêté qui constatoit sa réunion avec MM. du Tiers Etat. Eh! quel intérêt auroit pu lui dicter une conduite d'sférente, lorsqu'elle avoit renoncé d'avance à tous ses privi-

léges en fait d'Impositions & de Législation qui pourroient opérer la division? Les membres du Tiers-Etat qui l'ont produite se les reprocheront sans doute un jour; ils gémiront d'avoir répondu, par des outrages, à la conduite généreuse du Corps de la Noblesse; & la modération qu'elle montre en cette circonstance délicate ajoutera à leurs remords. Cette modération est exprimée, d'une manière non équivoque, dans les deux Piéces dont vous venez d'entendre la lecture. L'Arrêté d'aujourd'hui démontre, jusqu'à l'évidence, combien est fausse l'accusation portée dans la Délibération de MM. du Tiers; & le Cahier, qui étoit encore hier le Cahier commun aux deux ordres, prouve que la Noblesse, forcée de se séparer du Tiers Etat, n'a rien voulu changer à ses premiers engagements.

Il m'est impossible, Messieurs, de ne pas vous exprimer le chagrin personnel que me fait éprouver une seission dont je n'ai cessé, depuis le jour de la première Assemblée du Bailliage, de peindre les

funestes effets. J'ai employé mes foibles moyens, soit pendant la réunion des Ordres, soit dans la Chambre de la Noblesse, à démontrer que c'est seulement de la Délibération commune qu'on peut attendre la régénération de la chose publique; après la séparation du Clergé, j'avois lieu d'espérer au moins que la Noblesse & le Tiers-Etat resteroient unis, commissaires, pour la rédaction des cahiers communs aux deux Ordres, & choisi, par le mien, pour les porter aux Etats-Généraux; je me félicitois d'être non le chargé de pouvoirs d'un Corps, mais le représentant d'une province; un instant m'arrache ce bonheur, dont je me croyois déjà en pleine possession. Cet instant, cependant, quoique rempli d'amertume, ne ferme pas mon âme à toute consolation; la persévérance de la Noblesse, dans la conduite modérée & généreuse dont elle n'a cessé de donner l'exemple pendant le cours de nos séances, me fait espérer de voir la désunion successive des trois Ordres n'influer en rien sur la conduite de leurs Députés aux Etats-Généraux. Le cahier de la Noblesse

rempli seulement des réclamations relatives aux droits de la Nation & de celles qui intéressent MM. du Tiers-Etat; ce Cahier, qui doit être mon guide, me fait un devoir de la plus chère de mes espérances; celle de concerter mes démarches avec MM. les Députés du Tiers-Etat; je ne doute pas que, de leur part, ils n'agissent dans le même esprit; nous suivrons ensemble les demandes que nous avons rédigées ensemble; moyen qui peut seul produire le bien, & qui est une image de celle qui doit régner entre les trois Ordres, à l'Assemblée nationale; c'est d'elle seule que peut naître le bonheur public, parce qu'elle seule peut produire l'accord dans des mehires à prendre pour assûrer la Puissance exécutrice au Roi, la Puissance législative à la Nation, la Liberté & la Propriété à tous les Citoyens qui la composent. anshare si

M DCC LXXXIX.